ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 27 novembre 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant création de la Régie des transports maritimes (R.T.M.)", a donné le 21 décembre 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e november 1970 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende oprichting van de Regie voor Maritiem Transport (R.M.T.)", heeft de 21e december 1970 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Il est proposé de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 1er.-

Il est créé, sous la dénomination "Régie des transports maritimes" (R.T.M.) une personne de droit public chargée d'assurer, selon des méthodes industrielles et commerciales, des transports maritimes entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

La Régie a son siège à Bruxelles".

Article 2.

Au deuxième alinéa de cet article, il faut lire : "... de moyens et d'installations de transport publics ou privés ...".

Article 4.

La finale du deuxième alinéa devrait être rédigée en ces termes : "... sous les réserves établies par la présente loi".

Article 5.

Corrélativement à cette disposition, il faudrait insérer dans le chapitre VI, dont l'intitulé deviendrait "Dispositions modificatives et transitoires", un premier article rédigé comme suit :

.../...

"Article ...

Les mots "Régie des transports maritimes (R.T.M.)" sont ajoutés à la liste des organismes énumérés à l'article 1er,A,de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public".

Article 6.

Il est proposé de rédiger de la manière suivante le 2° et le 3° de cet article :

"2° d'émettre un avis sur toute question en rapport avec l'exploitation de la Régie, que le Ministre lui soumet ;

3° de faire des suggestions ...".

Article 7.

Cet article prévoit que siègent au comité consultatif, notamment "deux représentants du Ministre des Finances, dont l'inspecteur des Finances accrédité auprès de la Régie".

Il y a lieu d'observer que les articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 réglant les modalités de contrôle des inspecteurs des finances dans certains organismes d'intérêt public déterminent les matières qui doivent être soumises à l'avis des inspecteurs des finances et que ces matières comprennent très souvent celles qui, en vertu de l'article 6 du projet, relèvent de la compétence d'avis du comité consultatif.

.../...

L'inspecteur des finances désigné par le Ministre des Finances auprès de la Régie sera donc amené, dans de nombreux cas, à donner deux avis, l'un en qualité de membre du comité consultatif et l'autre en qualité d'inspecteur des finances.

Une telle situation ne semble pas souhaitable.

Article 8.

A l'alinéa 2, les mots "en question" devraient être remplacés par "de celui-ci".

Article 9.

La dernière phrase de cet article devrait se lire :

"Le membre ou le suppléant qui atteint la limite d'âge est considéré comme démissionnaire pour l'application de l'article 8".

Article 12.

Selon l'alinéa 2, le directeur général traite directement avec le Ministre.

Cette disposition, dont on n'aperçoit pas la portée normative, pourrait être omise.

.../...

Articles 13, 14 et 15.

Aux termes de ces articles, la Régie se voit doter d'un patrimoine comprenant :

1. la jouissance, moyennant le paiement d'une indemnité et pour une durée de cinquante ans, des terrains, des plans d'eau, des murs de quai et autres ouvrages d'art, ainsi que des revêtements en dur des quais, des routes et des voies ferrées nécessaires à l'exploitation ;

2. la propriété de biens immobiliers, à l'exclusion de celle des terrains sur lesquels ils sont situés : bâtiments, hangars, réseaux de distribution, ... ;

3. la propriété de biens mobiliers : navires, matériel flottant et, en général, tous les biens mobiliers du service des paquebots et du service technique, sauf les espèces et les créances .

Le projet ne prévoit pas le sort des biens immobiliers de la Régie dans l'hypothèse où la concession des terrains sur lesquels ces immeubles sont construits ne serait pas renouvelée.

Juridiquement, en ce qui concerne le régime des biens immobiliers cédés par l'Etat, la situation de la Régie s'apparente à celle du superficiaire. Le droit de superficie, en effet, est un droit réel qui consiste à avoir des bâtiments, ouvrages ou plantations sur un fonds appartenant à autrui (article 1er de la loi du 10 janvier 1824 concernant le droit de superficie). Normalement, le droit de propriété du superficiaire, essentiellement temporaire, s'éteint à l'expiration du droit de superficie et la propriété des bâtiments passe au propriétaire du fonds selon les distinctions établies aux articles 6 et 7 de la loi précitée.

.../...

Afin de prévenir toutes difficultés à cet égard, il conviendrait que le projet soit complété par une disposition réglant, pour l'hypothèse envisagée, le sort des biens immobiliers cédés par l'Etat à la Régie.

Il est proposé de rédiger en ces termes les articles 14 et 15 :

"Article 14.-

L'Etat transfère à la Régie la propriété des bâtiments, hangars, ...".

Article 15.-

L'Etat cède à la Régie la propriété des navires, du matériel flottant et des biens mobiliers en général en usage ou au service du service des paquebots et du service technique de l'administration de la marine et de la navigation intérieure, à l'exclusion cependant des espèces et des créances".

Article 16.

A l'alinéa 1er, le mot "valorisé" devrait être remplacé par "estimatif".

Article 18.

Les mots "à déterminer par arrêté royal" doivent être remplacés par "fixé par le Roi".

Article 19.

Le mot "jugés" est inutile et peut être omis.

.../...

Article 20.

Par "immeubles propres", il faut entendre les immeubles acquis par la Régie conformément à l'article 19.

L'article 20 serait rédigé de manière plus précise s'il commençait par les mots :

"Les immeubles acquis par la Régie conformément à l'article 19, qui ne lui sont plus nécessaires, sont réalisés à la requête et au profit de la Régie, à l'intervention ...".

Article 21.

Les mots "d'application" devraient être remplacés par "applicables".

Il faudrait, en outre, compléter cet article par les mots "sous réserve des dispositions qui suivent ".

Article 22.

Cet article a pour objet d'autoriser la Régie à utiliser, avant même l'approbation du budget, les crédits prévus "pour une nouvelle initiative", c'est-à-dire "les crédits destinés à de nouvelles dépenses dont le principe n'a pas encore été approuvé" (commentaire des articles 21 à 23 de l'exposé des motifs).

.../...

L'article 22 s'écarte ainsi de l'article 4 de la loi du 16 mars 1954, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967, qui dispose :

"Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget des organismes, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente".

Afin de mieux préciser la notion de nouvelle initiative eu égard à l'article 4 précité, il est proposé de rédiger l'article 22 du projet de la manière suivante :

"Article 22.

Les crédits prévus au budget pour des dépenses dont le principe n'a pas été approuvé par le budget de l'année précédente, peuvent être utilisés avant le vote du budget moyennant l'accord du Ministre des Finances".

Article 23.

L'alinéa 3 de cet article se réfère implicitement à l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, qui dispose à l'alinéa 1er :

"Dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles ou imprévues, le Conseil des Ministres peut, par délibération motivée, autoriser l'engagement, l'ordonnancement et le paiement de dépenses au-delà de la limite des crédits budgétaires ou, en l'absence de crédits, à concurrence du montant fixé par la délibération ...".

.../...

L'article 23 du projet vise l'hypothèse de dépenses urgentes et non prévues au budget. Il est donc d'une portée plus large que l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 qui ne s'applique que "dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles ou imprévues".

Par ailleurs, en prévoyant l'intervention du Conseil des Ministres "dans des conditions similaires à celles qui sont prévues pour les services d'administration générale de l'Etat", le projet rend incertaines les formalités requises en l'occurrence. Si le projet prévoit que l'autorisation procède d'une délibération motivée du Conseil des Ministres, qu'en est-il de la communication de cette délibération aux Chambres législatives et à la Cour des comptes (alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963) et du projet de loi qui doit être déposé en vue d'ouvrir les crédits nécessaires (alinéa 3 du même article) ?

Il conviendrait que le projet soit explicite à cet égard.

Article 25.

L'alinéa 2 prévoit que les participations aux bénéfices du personnel et du service social de la Régie sont fixées par le Roi.

Il y a lieu d'observer que, pour le personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones, c'est la loi elle-même qui a fixé à 5 p.c. le taux de cette participation (article 13 de la loi du 19 juillet 1930). Il en est de même dans un projet de loi portant création d'une autre Régie, dont le Conseil d'Etat a été saisi récemment.

.../...

Au même alinéa 2, le mot "surplus" devrait être remplacé par "boni".

Article 26.

Le mot "certaines" est inutile et doit être omis.

Article 28.

D'après les explications du fonctionnaire délégué, l'alinéa 1er de l'article 28 concerne les emprunts que la Régie est autorisée à émettre, les alinéas 2 et 3 concernent l'application, à la Régie, de la loi du 23 août 1948 et le dernier alinéa établit une règle commune à tous les emprunts.

L'article 28 ferait plus clairement ressortir ces distinctions s'il était divisé en paragraphes de la manière qui sera proposée ci-après.

A l'alinéa 1er, le projet autorise la Régie à conclure des emprunts sous la garantie de l'Etat.

Cette disposition comporte, en réalité, deux objets distincts : d'une part, l'autorisation, pour la Régie, d'émettre des emprunts ;d'autre part, la garantie qui est attachée à la bonne fin de ces émissions.

.../....

La rédaction suivante est proposée :

"Article 28.-

§ 1er. La Régie est autorisée à emprunter à long, moyen ou court terme moyennant l'accord du Ministre des Finances.

Les emprunts sont garantis par l'Etat et les titres qui les représentent portent le visa du Trésor et celui de la Cour des comptes.

§ 2. (texte des alinéas 2 et 3 de l'article 28 du projet).

§ 3. Le montant global des emprunts courants non amortis ne peut jamais dépasser le plafond de cinq millards de francs".

Article 29.

Selon le fonctionnaire délégué, l'Etat avancera les fonds nécessaires dès lors que les moyens financiers de la Régie seront insuffisants, soit qu'il s'agisse de payer les primes des assurances contractées, soit qu'il s'agisse de payer les indemnités dues.

Afin de mieux couvrir les deux hypothèses, la seconde phrase de l'article 29 pourrait commencer comme suit :

"En cas d'insuffisance des moyens financiers de la Régie ...".

.../...

Article 31.

Cet article dispose :

"Le statut du personnel de la Régie ne peut porter aucun préjudice aux droits acquis par les membres du personnel en leur qualité d'agent définitif de l'Etat".

Il s'agit manifestement d'une garantie que l'on veut accorder aux agents de l'Etat qui vont passer au service de la Régie. La portée exacte de cette garantie n'est cependant pas indiquée dans le texte et n'est d'ailleurs pas expliquée par l'exposé des motifs.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, cet article doit être interprété en ce sens que les agents de l'Etat passant à la Régie ont le droit de conserver un statut administratif et pécuniaire aussi avantageux que celui dont ils bénéficiaient en qualité d'agent de l'Etat.

Le texte ci-après traduirait mieux les intentions du Gouvernement :

"Article 31.-

Le statut du personnel de la Régie des transports maritimes ne sera en aucun cas moins avantageux que celui qui s'applique aux agents de l'Etat".

Article 32.

Cette disposition devrait faire l'objet d'un deuxième article à insérer dans le chapitre VI (voyez l'observation formulée à propos de l'article 5) dont la rédaction devrait être la suivante :

.../...

"Article ...

Les mots "Régie des transports maritimes" sont ajoutés à l'article 7 de l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat, modifié par la loi du 28 avril 1958".

Article 33.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article ...

La Régie met du personnel navigant à la disposition de l'Etat pour le service du pilotage le long de la côte belge et pour l'école de navigation d'Ostende, selon des modalités fixées de commun accord entre l'Etat et la Régie".

Article 35.

La rédaction suivante est proposée :

« Sans préjudice des dispositions en matière de pension, les services accomplis à la Régie par les agents définitifs qui passent au service de l'Etat, sont assimilés à des services accomplis dans une administration de l'Etat.

.../...

De même, les services accomplis dans une administration de l'Etat par les agents définitifs qui passent au service de la Régie sont assimilés à des services accomplis à la Régie".

Article 36.

La rédaction suivante est proposée :

"Les agents définitifs de la Régie peuvent, comme les agents définitifs de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure, être nommés inspecteurs maritimes, s'ils satisfont aux conditions réglementaires requises".

Article 37.

La rédaction suivante est proposée :

"Les agents de la Régie qui ont dû présenter un diplôme légal ou scientifique d'ingénieur civil au moment de leur recrutement peuvent passer par voie de promotion à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure.

La même possibilité d'être promus à la Régie est accordée aux agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure".

Artikel 1.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Onder de benaming "Regie voor Maritiem Transport (R.M.T.)" wordt een publiekrechtelijk rechtspersoon opgericht, belast met vervoer over zee tussen België en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland volgens industriële en commerciële methodes.

De Regie heeft haar zetel te Brussel".

Artikel 2.

In het tweede lid van dit artikel leze men "... het exploiteren van middelen en inrichtingen voor openbaar en privaat vervoer".

Artikel 4.

Het slot van het tweede lid leze men als volgt : "... onder het bij deze wet bepaalde voorbehoud".

Artikel 5.

Aansluitend bij die bepaling zou onder Hoofdstuk VI, dat dan "Wijzigings- en Overgangsbepalingen" kan heten, een als volgt gesteld eerste artikel ingevoegd moeten worden :

"Artikel ...

De woorden "Regie voor Maritiem Transport" (R.M.T.) worden toegevoegd aan de lijst van de instellingen, opgesomd in artikel 1 A van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut".

.../...

Artikel 6.

Voor 2° en 3° van dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"2° advies uit te brengen over elke kwestie in verband met de exploitatie van de Regie, welke het door de Minister voorgelegd krijgt;

3° ... voorstellen te doen ...".

Artikel 7.

Dit artikel stelt dat in het comité voor advies onder meer zitting hebben "twee vertegenwoordigers van de Minister van Financiën, waaronder de bij de Regie geaccrediteerde inspecteur van Financiën".

Opgemerkt moge worden dat de artikelen 4 en 5 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 ter regeling van de modaliteiten van controle vanwege de inspecteurs van financiën op sommige instellingen van openbaar nut, bepalen welke zaken aan het advies van de inspecteurs van financiën moeten worden voorgelegd, en dat daartoe heel vaak die zaken behoren die krachtens artikel 6 van het ontwerp onder de adviesbevoegdheid van het comité voor advies vallen.

De door de Minister van Financiën bij de Regie aangewezen inspecteur van financiën zal derhalve in veel gevallen twee adviezen moeten geven, het ene als lid van het comité van advies, het andere als inspecteur van financiën.

Een zodanige toestand lijkt niet wenselijk.

.../...

Artikel 8.

In het tweede lid schrappe men het woord "betrokken".

Artikel 9.

De laatste volzin van dit artikel leze men als volgt :

"Voor de toepassing van artikel 8 wordt het lid of het plaatsvervangend lid dat de leeftijdsgrens bereikt, geacht ontslag te hebben genomen".

Artikel 12.

Volgens het tweede lid "handelt" de directeur generaal rechtstreeks met de Minister.

Die bepaling, waarvan niet duidelijk is dat ze een normatieve strekking zou hebben, kan vervallen.

De artikelen 13, 14 en 15.

Luidens die artikelen wordt de Regie een patrimonium toegewezen dat omvat :

1. het genot, tegen betaling van een vergoeding en voor vijftig jaar, van de gronden, watervlakken, kaaimuren en andere kunstwerken, kaaiverhardigen, wegen en sporen die nodig zijn voor de exploitatie;

2. de eigendom van de onroerende goederen, met uitsluiting van die van de gronden waarop ze zich bevinden : gebouwen, loodsen, distributienetten, ...;

.../...

3. de eigendom van de roerende goederen : schepen, vlottend materieel en in het algemeen alle roerende goederen van de Pakketbotendienst en van de Technische Dienst, behalve de speciën en schuldvorderingen.

Het ontwerp zegt niet wat met de onroerende goederen van de Regie zou gebeuren als de concessie van de gronden waarop ze zich bevinden, niet mocht worden vernieuwd.

In rechte is de toestand van de Regie, wat de regeling voor de door de Staat overgedragen onroerende goederen betreft, verwant aan de toestand van de opstaller. Het recht van opstal is immers een zakelijk recht om gebouwen, werken of beplantingen op eens anders grond te hebben (artikel 1 van de wet van 10 januari 1824 betreffende het recht van opstal). Normaal eindigt het, in wezen tijdelijk, eigendomsrecht van de opstaller, wanneer het recht van opstal vervalt; het eigendomsrecht van de gebouwen gaat dan over op de grondeigenaar volgens het bij de artikelen 6 en 7 van evengenoemde wet vastgestelde onderscheid.

Om alle moeilijkheden hieromtrent te voorkomen vulle men het ontwerp aan met een bepaling die, voor het zoëven bedoeld geval, vaststelt wat met de door de Staat aan de Regie overgedragen onroerende goederen gebeurt.

Voor de artikelen 14 en 15 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 14.-

De Staat draagt aan de Regie de eigendom over van de gebouwen, loodsen ...

.../...

Artikel 15.-

De Staat draagt aan de Regie de eigendom over van de schepen, het vlottend materiaal en de roerende goederen in het algemeen, in gebruik bij of ten dienste van de Pakketbotendienst en de Technische Dienst van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart, maar met uitsluiting van speciën en schuldvorderingen".

Artikel 16.

In het eerste lid vervange men het woord "gevaloriseerde" door "geschatte".

Artikel 18.

De woorden "bij koninklijk besluit te bepalen" vervange men door "door de Koning te bepalen".

Artikel 19.

De woorden "geacht worden" vervange men door "zijn".

Artikel 20.

Onder "eigen onroerende goederen" worden verstaan de onroerende goederen die de Regie overeenkomstig artikel 19 heeft verkregen.

Artikel 20 zou duidelijker worden met de volgende aanvangszin :

.../...

"De door de Regie overeenkomstig artikel 19 verkregen onroerende goederen, welke zij niet meer nodig heeft, worden op haar verzoek en te haren bate te gelde gemaakt door toedoen van...".

Artikel 21.

De woorden "d'application" vervange men in de Franse tekst door "applicables".

Dit artikel zou bovendien aangevuld moeten worden met de woorden "onder voorbehoud van wat hierna is bepaald".

Artikel 22.

Dit artikel strekt ertoe de Regie te machtigen om, zelfs voordat de begroting is goedgekeurd, de "voor een nieuw initiatief" bestemde kredieten aan te wenden, dit zijn "de kredieten voor principieel nieuwe uitgaven die nog niet goedgekeurd zijn" (commentaar bij de artikelen 21 tot 23 van de memorie van toelichting).

Artikel 22 wijkt zodoende af van artikel 4 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967, dat stelt :

"Indien op de eerste dag van het begrotingsjaar geen goedkeuring is gegeven, belet zulks niet de aanwending van de kredieten, die op het ontwerp van begroting der organismen zijn geplaatst, tenzij het principieel nieuwe uitgaven betreft, waartoe geen machtiging is verleend bij de begroting van het vorig jaar".

.../...

Ter verduidelijking van het begrip "nieuw initiatief" in het licht van evengenoemd artikel 4 wordt voor artikel 22 van het ontwerp de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 22.-

De op de begroting uitgetrokken kredieten voor uitgaven die principieel nog niet zijn goedgekeurd door de begroting van het vorige jaar, mogen vóór de goedkeuring van de begroting worden aangewend, wanneer de Minister van Financiën ermede heeft ingestemd".

Artikel 23.

Het derde lid van dit artikel verwijst impliciet naar artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, dat in het eerste lid stelt :

"In dringende gevallen,veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorziene omstandigheden, kan de Ministerraad, bij gemotiveerde beraadslaging, machtiging verlenen tot het vastleggen, het ordonnanceren en het betalen van uitgaven boven de begrotingskredieten, of, bij ontstentenis van kredieten, ten belope van het door de beraadslaging vastgesteld bedrag ...".

Dat artikel 23 van het ontwerp doelt op het geval van dringende en niet op de begroting uitgetrokken kredieten. Het reikt dus verder dan artikel 24 van de wet van 28 juni 1963, dat alleen toepassing vindt "in dringende gevallen, veroorzaakt door uitzonderlijke en onvoorziene omstandigheden".

.../...

Waar het ontwerp overigens voorziet in het optreden van de Ministerraad, "onder gelijkaardige voorwaarden als voorzien voor de diensten van algemeen bestuur van de Staat", schept het onzekerheid omtrent de formaliteiten die hier vervuld moeten worden. Het ontwerp zegt wel dat de machtiging wordt gegeven bij gemotiveerde beslissing van de Ministerraad, maar wat met de mededeling van die beslissing aan de Wetgevende Kamers en aan het Rekenhof (tweede lid van artikel 24 van de wet van 28 juni 1963), en wat met het wetsontwerp dat moet worden ingediend om de nodige kredieten te openen (derde lid van ditzelfde artikel) ?

Het ontwerp zou op dit punt duidelijker moeten zijn.

Artikel 25.

Het tweede lid stelt, dat de aandelen in de winst van het personeel en van de Sociale Dienst van de Regie worden vastgesteld door de Koning.

Hier zij opgemerkt dat, voor het personeel van de Regie van telegrafie en telefonie, de wet zelf dit aandeel op 5 t.h. heeft vastgesteld (artikel 13 van de wet van 19 juli 1930). Dit is ook het geval in het ontwerp van wet houdende oprichting van een andere Regie, dat onlangs aan de Raad van State is voorgelegd.

In hetzelfde tweede lid vervange men "de ... overschotten" door "het ... boni".

Artikel 26.

Het woord "bepaalde" kan als overbodig worden geschrapt.

.../...

Artikel 28.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar heeft het eerste lid van artikel 28 betrekking op de leningen welke de Regie gemachtigd is uit te geven, betreffen het tweede en het derde lid de toepassing op de Regie van de wet van 23 augustus 1948 en stelt het laatste een aan alle leningen gemene regeling vast.

Met een indeling in paragrafen, zoals hierna is voorgesteld, zou dit onderscheid duidelijker tot uiting komen.

In het eerste lid machtigt het ontwerp de Regie om leningen onder Staatswaarborg aan te gaan.

In die bepaling zijn eigenlijk twee zaken aan de orde : de machtiging voor de Regie om leningen uit te geven, en de aan de goede afloop van die uitgiften verbonden waarborg.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Artikel 28.-

§ 1. De Regie is gemachtigd om, mits de Minister van Financiën zich akkoord verklaart, leningen aan te gaan op lange, middellange of korte termijn.

De leningen zijn door de Staat gewaarborgd en de effecten waardoor ze worden vertegenwoordigd dragen het visum van de Schatkist en van het Rekenhof.

§ 2. (tekst van het tweede en derde lid van artikel 28 van het ontwerp).

§ 3. Het totale bedrag van de niet afgeloste uitstaande leningen mag nooit het plafond van vijf miljard frank overschrijden".

.../...

Artikel 29.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zal de Staat de nodige kapitalen voorschieten wanneer de financiële middelen van de Regie ontoereikend zijn, of het nu gaat om het betalen van de premies voor afgesloten verzekeringen dan wel om het betalen van de verschuldigde vergoedingen.

Met die twee gevallen wordt beter rekening gehouden als men de tweede volzin van artikel 29 als volgt begint :

"Ingeval haar financiële middelen ontoereikend zijn kan de Regie ...".

Artikel 31.

Dit artikel luidt :

"Het statuut van het personeel van de Regie mag de rechten die de personeelsleden in hun hoedanigheid van vastbenoemd Rijkspersoneel hebben verworven in niets schaden".

Men wil hiermede kennelijk een waarborg geven aan Rijksambtenaren die naar de diensten van de Regie overgaan. Waarop die waarborg precies neerkomt wordt in de tekst niet gezegd noch in de memorie van toelichting uitgelegd.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, moet dit artikel zo worden verstaan dat Rijksambtenaren die naar de Regie overgaan, het recht hebben een administratief en geldelijk statuut te behouden dat even gunstig is als hun statuut als Rijksambtenaar.

De bedoeling van de Regering zou beter tot uiting komen in de volgende tekst :

.../...

"Artikel 31.-

Het statuut van het personeel van de Regie voor Maritiem Transport zal in geen geval minder gunstig zijn dan het statuut dat toepassing vindt op het Rijkspersoneel".

Artikel 32.

Die bepaling brenge men onder in een tweede onder Hoofdstuk VI in te voegen artikel (zie de bij artikel 5 gemaakte opmerking), te lezen als volgt :

"Artikel ...

Artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare instellingen en der regieën ingesteld door de Staat, gewijzigd bij de wet van 28 april 1958, wordt aangevuld met de woorden "Regie voor Maritiem Transport".

Artikel 33.

Voor dit artikel wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel ...

De Regie stelt varend personeel ter beschikking van de Staat voor de Dienst van het loodswezen langs de Belgische kust en voor de Zeevaartschool te Oostende, volgens nadere regelen die in onderlinge overeenstemming tussen de Staat en de Regie worden bepaald."

.../...

Artikel 35.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te lezen :

"Onverminderd het bepaalde inzake pensioen worden de diensten, bij de Regie verricht door vastbenoemde personeelsleden die in dienst van het Rijk overgaan, gelijkgesteld met diensten verricht bij een Rijksbestuur.

Evenzo worden de diensten, in een Rijksbestuur verricht door vastbenoemde personeelsleden die in dienst van de Regie overgaan, gelijkgesteld met diensten verricht bij de Regie".

Artikel 36.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"De vastbenoemde personeelsleden van de Regie kunnen, zoals de vastbenoemde personeelsleden van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart, tot zeevaartinspecteur worden benoemd voor zover zij aan de reglementaire eisen voldoen".

Artikel 37.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Personeelsleden van de Regie die bij hun indienstneming een wettelijk of een wetenschappelijk diploma van burgerlijk ingenieur moesten bezitten, kunnen bij bevordering overgaan naar het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart.

Personeelsleden van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart beschikken over dezelfde mogelijkheid om bij de Regie te worden bevorderd".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G.CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs :	G.ARONSTEIN,	assesseurs de la section	
de Heren :		de législation,	
	F.RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M.JACQUEMIJN,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN. (s.) G.VAN BUNNEN.